

AU DELA DU CAPITALISME

Les réflexions qui suivent, exprimées en termes quasi télégraphiques, ont fait parfois l'objet d'écrits que je me contenterai de mentionner. Je propose ici un « canevas » pour encadrer la discussion.

I. La perspective incontournable du communisme

- On ne peut vivre et agir, vouloir « transformer le monde », sans projet perspectif, fut-il en apparence « utopique » (au sens « d'irréalisable » dans l'avenir visible).

- A condition que l'utopie en question soit créatrice, c'est-à-dire impulse des actions qui donnent des résultats rapprochant des objectifs à plus long terme.

- On doit prendre la mesure des dangers que comporterait une définition positive trop précise de ces « objectifs ». Rester modestes. Savoir que l'imaginaire créatif des générations à venir ne sera pas moins riche que le nôtre, mais le sera probablement davantage. Eviter donc de faire « bouillir les marmites de l'avenir ». Par exemple comment définir à l'avance des formes précises d'organisation du travail ou de domaines de la consommation et des loisirs alors que des avancées scientifiques encore inconnues ne peuvent qu'élargir les marges d'opportunités par comparaison avec ce qu'elles sont aujourd'hui.

- Doit-on pour autant renoncer à définir ces objectifs ? Non. On peut (et doit) les définir tels qu'on peut les imaginer aujourd'hui, agir pour avancer dans cette direction, mais savoir qu'au fur et à mesure qu'on avance des possibilités nouvelles apparaissent qui permettent (et obligent) de « réviser » la définition des objectifs. « Réviser » non pas au sens de renoncer, reculer, mais au contraire de préciser avec plus de force, dans une vision plus riche de la réalité du possible.

- Mes « propositions » aujourd'hui :

(i) L'objectif du communisme est l'émancipation de l'être humain. Emancipation synonyme de Raison. Prise de position claire en faveur de la modernité inaugurée par les Lumières, approfondie par Marx (mais non achevée à aucun des stades de son déploiement, jamais parvenu à son « terme »). Refus donc de la critique « post moderniste ». refus de la « nostalgie » du passé.

(Renvoi à mes écrits sur le sujet).

(ii) L'émancipation en question concerne toutes les dimensions de la vie sociale (et personnelle) : organisations de la « production », gestion de la communauté politique, « modes de vie », expressions de la personne, formulations éthiques, artistiques, scientifiques, philosophiques. Elle suppose l'articulation efficace des trois valeurs fondamentales : liberté, égalité, solidarité (générosité...).

Passer en revue ici les propositions qui ont été faites, ou pensées seulement, par les « socialistes utopiques » du passé (et des temps présents), par les organisations de luttes des peuples (entre autre les Internationales socialistes et communistes), par les pouvoirs issus de celles-ci. Plus particulièrement en matière d'organisation de la production (avec ou sans marché), et en termes de fonctionnement du politique (« démocratique » ou prétendu tel).

Passer en revue les « insuffisances » reconnaissables aujourd'hui (avec le recul du temps) dans les conceptions et les mises en œuvre pratiques de ces propositions. Enregistrer, à partir de cette reconnaissance, les avancées éventuelles de prises de conscience des dimensions passées sous silence (entre autre grâce aux avancées du féminisme et de l'écologie).

- L'émancipation est-elle « possible » ?

La question soulevée ici est celle du dépassement des aliénations.

Définir l'aliénation : « comportement » d'êtres humains qui attribuent à des forces extérieures à eux-mêmes l'obligation dans laquelle ils se trouveraient d'agir comme ils le font.

Le cas le plus évident : l'aliénation économiste produite par la domination du capital (au-delà du « marché ») qui imposerait ses exigences comme une force de la nature extérieure à la société, alors que l'économie en question n'existe que par les rapports sociaux qui en définissent le cadre. Ma lecture du Capital de Marx (Critique de l'économie politique) est fondée sur la centralité de l'aliénation.

Mais quid d'autres aliénations ? Comme celles que définissent les croyances religieuses ?

Débat philosophique à relire ici : l'aliénation est-elle ou non une condition définissant l'être humain ? Car il est évident que si la réponse à cette question est que l'aliénation est inhérente à l'être humain, alors les possibilités de libération par la gestion démocratique de « l'économie » et du « pouvoir » sont par définition limitées. Mais où sont ces limites ?

Mes propositions (mais est-ce plus qu'une pirouette ?) : distinguer les formes d'aliénation que je qualifie de sociales (et donc localisables dans le temps et l'espace, propres à une société concrète à un moment concret de son histoire – comme l'aliénation économiste propre au capitalisme, ou les aliénations religieuses telles que vécues par les sociétés concernées), de celles qui seraient « anthropologiques » (équivalent à « supra historique » dans mon vocabulaire).

Se contenter (avec modestie) de définir l'émancipation offerte par la perspective communiste comme la libération (le dépassement) des seules aliénations sociales. On peut alors préciser concrètement les formes « institutionnelles » de gestion de l'économie et de la politique permettant d'avancer dans cette direction.

(Renvoi à des écrits sur ces questions).

II. La longue marche au communisme

- Le capitalisme est un système mondialisé. Son dépassement (le communisme) n'a de sens qu'à la même échelle. Cette perspective n'exclut pas, mais suppose, des avancées inégales possibles définies par les conditions concrètes propres aux différentes composantes du système mondial (ces composantes étant définies par les frontières d'Etat pour une bonne part).

- Diversité des propositions des « marxismes historiques » concernant les stratégies de « dépassement de l'horizon capitaliste ».

Y a-t-il des propositions avancées par Marx et Engels, entre autre à partir de la Commune de Paris et de la constitution des grands partis ouvriers (notamment allemand) ? Caractère fragmentaire de ces propositions (principes, stratégies, tactiques). Interprétations dogmatiques et malentendus produits par ce caractère fragmentaire.

La vision dominante de la Seconde Internationale avant 1914.

La place (subalterne) de la « question coloniale » et l'option « social coloniale » eurocentrique. La dérive « réformiste » : du réformisme radical préparant le saut révolutionnaire (Kautsky) à la gestion de compromis sociaux capital/travail (après 1945) puis au « social libéralisme » de notre époque (abandon de la régulation de l'état de bien être).

La double rupture du léninisme : (i) la révolution mondiale à partir des « maillons faibles » ; (ii) la revalorisation de la libération nationale des peuples d'Asie et d'Afrique (à partir de Bakou 1920). A partir de là la théorie de « l'étape du socialisme dans un seul pays ». Les ambiguïtés croissantes du déploiement du projet : (i) socialisme ou capitalisme social d'Etat ? ; (ii) étape du socialisme dans un seul pays au socialisme mondial ou étape du socialisme au « communisme » dans un seul pays ?

L'avancée maoïste et ses limites : (i) réexamen des exigences de l'alliance populaire large (« ouvrière et paysanne »), en termes de stratégie de développement économique ; (ii) ouverture des dossiers concernant la gestion politique de la transition (le Parti, l'Etat, la démocratie...) et revalorisation de la portée « culturelle » du changement historique ; (iii) revalorisation du conflit impérialisme/luttes de libération.

- L'état de la question aujourd'hui (en Chine et, à partir de la Chine, dans l'espace du système mondialisé contemporain) : socialisme de marché ? Etape (vers quoi) ou fin ?
- Mon analyse. La faiblesse majeure des « marxismes historiques » réside dans leur sous estimation des effets de la dimension impérialiste inhérente à l'expansion mondialisée du capitalisme à toutes les étapes de son déploiement polarisateur de richesse et de puissance. « L'impérialisme stade permanent du capitalisme ».

Conséquence : conception nécessaire d'une « longue » (très longue) transition. Caractères de cette transition : avancées inégales, articulation conflictuelle des logiques de reproduction du capital et de logiques sociales « post capitalistes ».

(Renvoi à mes écrits sur le sujet).

III. Questions à l'ordre du jour du moment actuel

- Préalable indispensable : ne surtout pas confondre le « discours du libéralisme » et la réalité du capitalisme.

Le discours du « libéralisme » : capitalisme égale liberté des marchés et démocratie. Le signe d'égalité implique que l'un exige l'autre, n'est pas même pensable sans l'autre.

La réalité du capitalisme n'a pas grand chose à voir avec ce discours. Le capitalisme ne se réduit pas au « marché généralisé » (vision économique conventionnelle dominante) mais, sans rapport avec le « marché », est fondé sur la propriété/pouvoir d'une minorité de capitalistes (« propriétaires » ou non - « fonctionnaires »). il n'implique aucune démocratie même si celle, réduite aux capitalistes en question, peut faire son affaire.

La distance entre la rhétorique libérale et le capitalisme réellement existant est au moins aussi grande que celle qui sépare le discours socialiste du socialisme réellement existant. Mais cette distance n'est pas vue par, non seulement les idéologues du système, mais même la majorité de ses adversaires.

- Le capitalisme réellement existant (sans rapport avec le discours du capitalisme sur lui-même) repose sur deux piliers :

(i) Le « libéralisme » au sens de l'appel à « l'ouverture » maximale des sociétés à la pénétration du capital, tant aux échelles locales qu'à celle du système monde qui est le sien. « Dérégulation » maximale, synonyme de réduction maximale des droits de tous (nations, sociétés, classes, groupes, individus) et soumission aux exigences de la reproduction du capital (et de sa domination).

(ii) « L'impérialisme » au sens de la considération que le résultat de la mise en œuvre des principes du « libéralisme », à savoir l'approfondissement continu du développement inégal des nations/régions du monde globalisé (centres/périphérie dans mon analyse), doit être considéré comme « normal », « acceptable » étant lui-même une « étape » vers le « paradis capitaliste pour tous ».

- Erreur dangereuse : sous estimer les convictions multiples que l'adhésion à cette idéologie hégémoniste (au vrai sens du terme – gramscien) implique.

Par exemple (évident !) :

(i) « l'adhésion de l'Europe » au double principe du libéralisme et de l'atlantisme. Voir plus loin.

(ii) « les illusions » de la Chine, capable de s'imposer dans le système mondial (du capitalisme réellement existant) comme partenaire puissant (le « plus puissant » pour les craintifs du « Péril jaune »).

(iii) la « soumission » des pauvres. ici (les Rmistes) et là (les mendiants candidats à l'émigration)...

Mais au-delà, plus sérieux (et dangereux) :

(i) Solidarité des peuples des centres avec le capital dominant ?

- Bien que la « réalité libérale » frappe les classes populaires des centres (chômage, précarité, démantèlement des services sociaux), leur « sort » demeure « enviable » en comparaison de ceux des majorités du Sud. Ce sentiment de « mieux être » s'accroît au fur et à mesure que s'aggrave l'écart Nord-Sud. Il tend à « calmer » la portée des luttes au centre.

- Simultanément on a conscience en « Occident » que les classes dominées bénéficient, malgré tout, de libertés ignorées ou refusées dans le Sud. On accepte alors « l'idéologie des droits humains » (critique de Marx – dans la Question Juive – à rappeler ici), et convient que « marché égale démocratie ».

(ii) Alors ? Le fondement du front anti capitaliste serait constitué par les « peuples de la périphérie », victimes de l'expansion impérialiste du capitalisme réellement existant.

Discours qui sous estiment (pour le moins qu'on puisse dire) :

- les illusions d'un rattrapage possible du modèle capitaliste développé (fortes dans les « pays émergents », Chine en tête).

- les illusions d'une affirmation du pouvoir national (indépendant, qui s'impose), face à l'impérialisme. On passe sous silence ici le caractère comprador dominant dans les Classes dirigeantes du Sud contemporain.

- les illusions associées à la séparation entre le champ de déploiement des rapports sociaux réels (ceux que commande le capitalisme) et des dimensions culturelles de la résistance à la mondialisation.

(iii) Combiner les luttes des victimes du système au centre et à la périphérie – Tâche difficile – Mais incontournable – Mon plaidoyer pour un monde polycentrique trouve sa place ici.

- Où va le capitalisme réellement existant ?

(i) Il ne va pas (par lui-même) en direction du triomphe mondialisé, progressivement égal, de l'égalité marché/démocratie. La « fin de l'histoire ». Au contraire !

(ii) Il va vers (« au-delà du néo-libéralisme » d'apparence en place) vers un ordre « néo-conservateur », qu'on peut définir :

- par la construction d'une « hégémonie » (au sens gramscien) de droite, d'adhésion (générale, c'est-à-dire y compris des classes populaires en lutte ici ou là pour tel ou tel « droit ») aux valeurs réactionnaires fondamentales (inégalité acceptée etc...). Construction déjà en place aux Etats-Unis. En voie de construction en Europe ? (C'est le projet du « social libéralisme », « pro US »...)

- par celle, « complémentaire », de la « compradorisation acceptée » au Sud : « il faut s'adapter » etc... (discours rappelant celui des « élites » du XIX^e siècle en Asie et en Afrique).. On peut même, dans ce cadre, « s'affirmer » ...

(iii) Il va donc en réalité vers l'affirmation de la forme nouvelle de l'impérialisme (« collectif »), et la guerre permanente Nord-Sud, donnant (de ce fait) ses chances au projet spécifique de la classe dirigeante des Etats-Unis (« le contrôle militaire de la planète »). J'ai analysé cette perspective en termes « d'apartheid à l'échelle mondiale », marquée par la concentration dans les périphéries du travail productif de classes ouvrières en croissance massive et de paysanneries soumises, tandis qu'une proportion significative des « citoyens » des centres verraient leurs moyens d'existence associés au « contrôle » du travail dans les périphéries. Paris, comme New York, capitales des Bobo. Cette évolution renforce la « solidarité des majorités des centres avec le capital dominant ».

- Cette analyse de la réalité et des défis s'inscrit aux antipodes de celle de Hardt et Negri.

(Renvoi à ma critique de Hardt et Negri).

- En contraste : la stratégie qui permet de faire face au défi repose sur le principe de l'indissociabilité des luttes à conduire sur trois fronts :

(i) le progrès social (je ne dis pas « le socialisme »), que je place en premier (pas par hasard).

(ii) l'approfondissement progressive et continue de la démocratisation (je ne dis pas la « démocratie » comme une recette toute faite disponible), au service précisément du progrès social.

(iii) le respect de l'autonomie (« la souveraineté ») des Nations, peuples, donc aussi des Etats, condition nécessaire pour permettre (i) et (ii). ici encore refus du discours à la Negri de « rejet de la Nation ! ». Ce refus de la « Nation » convient parfaitement aux stratégies du capital visant à la mise en place de l'ordre néo conservateur, impérialiste et quasi fasciste.

La « mondialisation pluricentrique négociée » que ces principes soutiennent et exigent fournit alors le cadre perspectif du renouvellement de thèmes permanents dans la lutte des peuples contre le capitalisme : ceux du développement autocentré, déconnecté et populaire.

(Renvoi à écrits sur le sujet).

- Traductions concrètes des principes pour les différentes régions du monde. Situations spécifiques différentes (à l'extrême !).

(i) Europe : Quel projet européen ? (doc. annexe)

Le projet européen est libéral et atlantiste. Une gauche européenne authentique se reconstruira-t-elle capable de faire sortir le projet de ces rails ? Jusque là l'Europe demeurera partenaire de l'impérialisme collectif, contrainte (en dépit de contradictions alors mineures) de s'aligner sur Washington.

(ii) Chine : le « socialisme de marché étape dans la longue transition au socialisme » ou « voie d'accès à un capitalisme mi-national/mi-compradore intégrée en qualité de périphérie active dans la mondialisation capitaliste ».

(Question discutée dans mes articles successifs sur la Chine).

Un monde multipolaire implique, entre autre, la stabilisation du socialisme de marché comme étape de la longue transition.

(iii) Les Suds : actuellement compradorisés – Comment ? Au profit de l'impérialisme collectif, via :

- le FMI : autorité monétaire coloniale collective
- l'OMC : non pas « organisation de gestion du commerce » mais Ministère des colonies collectif imposant à la périphérie des systèmes de production dominés par le capital oligopolistique dominant de la triade impérialiste, au bénéfice exclusif de celui-ci.
- la Banque Mondiale : associée à l'OMC dans la mise en place du projet colonial ; et de surcroît « Ministère de la propagande du G7 ».
- la dette : instrument au service du projet colonial (renvoi mon papier « Commentaires sur la Commission Blair »)

Face à ce défi, les Suds peuvent-ils reconstruire une solidarité politique (« US go home ») et économique (contraignant OMC et FMI à s'ajuster à leur tour aux exigences d'un renouveau du « développement ») ? Analyse des obstacles, difficultés et signes encourageants (doc. divers SA à signaler ici).

Discussion « grands pays » (Inde, Brésil) versus « autres »

Discussion pays émergents « versus Quart Monde ».

(iv) En particulier pour l'Amérique latine : mise en échec du projet US de l'Association de libre échange des Amériques (ALCA) et substitution d'un « Mercosur » élargi et renforcé dans son autonomie ?

(v) En particulier pour l'Afrique, sortir des projets « d'association Europe-ACP » ; et pour le monde arabe, sortir de l'impasse du « projet méditerranéen » - Rôle central de la question palestinienne.

(vi) La Russie (et en partie l'Europe « orientale ») : l'Union Européenne fonctionne en réalité dans les rapports Ouest (Europe capitaliste développée) – Est (intégré à l'Union Européenne ou seulement bénéficiaire de ses « politiques de voisinage »), comme l'ALCA dans les rapports USA/Amérique latine. Renouveau russe ?

A l'analyse concrète des défis « régionaux » on doit également associer celle des défis formulés en termes de problèmes généraux, entre autres :

(i) Reconstruire la solidarité du monde du travail par l'invention de formes d'organisation et d'action « nouvelles » (par comparaison aux formes qui avaient fait les preuves de leur efficacité dans les conditions d'organisation du travail propres aux étapes précédentes), associant « segments stabilisés » et nouveaux segments non stabilisés (chômeurs, précaires, informels...) du monde populaire du travail.

(Doc. SA sur le sujet)

(ii) Construire des « fronts paysans » capables d'imposer la reconnaissance en droit et en pratique de l'accès au sol de tous les paysans du monde (la moitié de l'humanité).

(Doc. SA sur le sujet).

(iii) Avancées démocratiques (aux plans « nationaux ») multidimensionnelles associant progression de la démocratisation de la vie sociale (et pas seulement politique) au progrès social. Formes institutionnelles à inventer (bien au-delà de ce qu'imagine l'illusion « droits - de - l'homme »). Questions difficiles : laïcité, « pluri culturalisme », féminisme, écologisme. Critique du discours post moderniste sur ces sujets. Articulation politique des « mouvements » au tout.

(iv) Démocratisation de l'institutionnalisation de la vie internationale : l'ONU et au-delà.

(Chapitre SA dans ouvrage ONU du Cetim).